



Cahier de revendications

Plateforme

MIRABAL

Platform

Eisenbündel

2024

Table des matières Inhoudstafel

Cahier de revendications

I.	<u>Introduction</u>	2
II.	<u>Revendications</u>	4
	A. <u>Les féminicides et homicides fondés sur le genre</u>	4
	B. <u>Les violences économiques</u>	5
	C. <u>Les violences à caractère sexuel faites aux enfants</u>	6
	D. <u>La prévention primaire des violences basées sur le genre</u>	8
	E. <u>Le respect des conventions européennes par la Belgique et la solidarité internationale</u>	9
	F. <u>Les violences faites aux femmes en situation de handicap</u>	11
	G. <u>Les violences faites aux femmes racisées</u>	12
	H. <u>Les violences en ligne</u>	14
	I. <u>Les violences gynécologiques et obstétricales</u>	18
	J. <u>La santé sexuelle et reproductive</u>	20
	K. <u>Les violences faites aux personnes LGBTQIA+</u>	21

Eisenbundel

I.	<u>Inleiding</u>	22
II.	<u>Eisen</u>	24
	A. <u>Femicides en gendergerelateerde moorden</u>	24
	B. <u>Economisch geweld</u>	25
	C. <u>Seksueel geweld tegen kinderen</u>	26
	D. <u>Primaire preventie van gendergerelateerd geweld</u>	28
	E. <u>Naleving door België van Europese verdragen en internationale solidariteit</u>	29
	F. <u>Geweld tegen vrouwen met een handicap</u>	31
	G. <u>Racistisch geweld</u>	32
	H. <u>Online geweld</u>	34
	I. <u>Gynaecologisch en obstetrisch geweld</u>	37
	J. <u>Seksuele en reproductieve gezondheid</u>	39
	K. <u>Geweld tegen LGBTQIA+ mensen</u>	40

Cahier de revendications de la plateforme Mirabal

Novembre 2024

I. Introduction

Les femmes et les minorités sexuelles et de genre ont été à plusieurs reprises fragilisées par les mesures adoptées par la Vivaldi, la coalition gouvernementale précédente, notamment :

- la réforme des pensions, le blocage des salaires et le refus de supprimer le statut de cohabitant·e, qui entraîne une diminution des allocations et donc une perte d'autonomie financière des femmes ;
- la réforme des crédits-temps et des "économies" qui impactent et précarisent directement les femmes ;
- le refus de régulariser les femmes sans-papiers, pourtant particulièrement exposées aux violences basées sur le genre (alors qu'en ratifiant la Convention d'Istanbul, la Belgique s'est engagée à leur apporter soutien et protection) ;
- le gel de la proposition de loi visant à dépénaliser complètement l'IVG et élargir son accès, allant à l'encontre des besoins des personnes concernées, des avis du personnel médical et même des recommandations favorables du Comité scientifique mandaté expressément pour s'assurer de sa pertinence. Le 24 septembre dernier, cette proposition de loi a à nouveau été bloquée au Parlement par les cinq partis négociant la formation de la future coalition fédérale.

Il est urgent que la lutte contre les violences basées sur le genre devienne une priorité nationale et fasse l'objet d'une politique transversale à tous les niveaux de pouvoir en Belgique. Les mesures mises en place doivent **tenir compte de la dimension intersectionnelle des violences et de leurs impacts spécifiques sur les publics vulnérabilisés** au croisement de plusieurs oppressions (femmes racisées, sans-papiers, en situation de handicap, monoparentales, travailleuses du sexe, trans, lesbiennes et bi, mères célibataires et/ou en dehors des normes cishétéronormatives).

Cette année, **nous attirons particulièrement l'attention sur la lutte contre les violences faites aux enfants, en ce compris la lutte contre les violences sexuelles et la lutte contre l'inceste.** Ces violences s'inscrivent dans le continuum des violences hétérocispatriarcales et leur éradication doit constituer une priorité politique de premier ordre. Nous réclamons la mise en place d'un **plan d'action national (PAN) de lutte contre les violences à caractère sexuel faites aux enfants.**

Nous rappelons également à l'Etat belge sa responsabilité dans la transposition dans son droit national et dans ses pratiques des engagements pris au niveau européen pour lutter contre les violences faites aux femmes, aux enfants et aux minorités sexuelles et de genre. Ces engagements incluent la Convention d'Istanbul, la Convention internationale des droits de l'enfant, ainsi que la récente Directive européenne sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique.

Nous mettons également l'accent sur la nécessité d'une **solidarité internationale**. Pour rappel, **la Convention d'Istanbul, ratifiée par la Belgique, prévoit la protection des femmes, migrantes, demandeuses d'asile ou réfugiées, victimes de violences basées sur le genre ainsi que des enfants.**

Les femmes, les enfants et les minorités sexuelles et de genre sont les premières victimes lors des guerres et des invasions. La plateforme Mirabal tient à exprimer sa solidarité avec les femmes et les enfants palestinien·nes, ukrainien·nes et libanais·es, ainsi qu'avec toutes les autres victimes de conflits et d'oppressions, notamment les Ouïghours, et celles au Soudan, en Afghanistan, au Burkina Faso, en Iran, en Turquie, et ailleurs. Nous appelons la Belgique à se positionner fermement contre toute attaque visant des populations civiles.

Enfin, nous exigeons **une politique intégrée et globale de prévention primaire des violences basées sur le genre. L'objectif de réduire significativement ces violences avant qu'elles ne se produisent doit être au cœur des politiques publiques.** La prévention primaire constitue le moyen le plus efficace de lutter contre les violences basées sur le genre. Elle représente en outre un choix d'une "stricte rationalité économique"¹ : un euro investi dans la prévention des violences faites aux femmes et aux filles permet d'économiser 87 euros, dont 32 euros en dépenses publiques directes².

La plateforme Mirabal est consciente que les femmes, les enfants et les minorités sexuelles et de genre subissent des violences de genre amplifiées par des oppressions croisées, telles que le racisme, le capitalisme ou encore le validisme. Ces violences doivent être combattues dans une approche globale qui tient compte des impacts multiples des inégalités sociales et systémiques. Chaque mesure politique doit être envisagée en fonction de son impact sur les publics les plus vulnérabilisés, afin de s'attaquer aux causes profondes des discriminations plutôt que de renforcer celles existantes.

¹ Nectoux M. (2006). Programme DAPHNE II – Année 2006. Estimation du coût des violences conjugales en Europe. Page 9.

² [Nectoux, M. et al. \(2010\). Évaluation économique des violences conjugales en France.](#)

II. Revendications

A. Les féminicides et homicides fondés sur le genre

Selon StopFemicide, au moins 21 féminicides ont été recensés depuis le début de l'année 2024.

La loi du 13 juillet 2023 constitue une avancée majeure en offrant un cadre légal pour prévenir et combattre les féminicides, les homicides fondés sur le genre et les violences.

Nous demandons que cette loi soit mise en œuvre de manière rapide, efficace et transparente, avec un budget suffisant et adapté, afin de garantir l'application de toutes ses dispositions, c'est-à-dire la collecte de données, la publication d'études, la création d'un Comité Scientifique d'analyse, le renforcement des droits des victimes, l'application des outils d'évaluation et de gestion des risques, ainsi que la formation de la magistrature et des forces de police.

Cette loi ne doit pas rester une simple déclaration d'intention. Sa mise en œuvre effective est essentielle pour protéger les victimes et prévenir les violences basées sur le genre.

En outre, **nous demandons** aux médias de s'engager activement à traiter les féminicides avec l'attention, la précision et la gravité qu'ils méritent, c'est-à-dire comme un grave problème de société, et non comme des faits divers isolés. Il est essentiel que les rédactions :

- Nomment les violences pour ce qu'elles sont : qu'elles bannissent des expressions telles que "drame familial" et qualifient correctement les féminicides comme des violences basées sur le genre ;
- Mettent l'accent sur la victime, pas sur l'auteur : qu'elles cessent de glorifier l'auteur en insistant sur son passé ou ses sentiments, ou en soulignant que « personne ne l'avait vu venir », et qu'elles donnent une place centrale à la dignité et à l'histoire de la victime ;
- Traitent ces actes dans leur dimension systémique : qu'elles présentent les violences sexistes non comme des cas isolés, mais comme le reflet de rapports de force structurels entre les genres, et qu'elles explicitent ce contexte dans leurs analyses ;
- Utilisent un vocabulaire précis et respectueux : qu'elles évitent toute victimisation secondaire ou banalisation en s'abstenant par exemple de mentionner des détails personnels des victimes, qui pourraient suggérer une part de responsabilité de leur part ;
- Forment les journalistes : qu'elles sensibilisent les professionnel·les des médias aux enjeux liés aux violences sexistes, en s'appuyant sur des recommandations comme celles de l'AJP.

B. Les violences économiques

Réforme des pensions

Un des aspects les plus problématiques de la dernière réforme des pensions est l'introduction d'une condition de « travail effectif » pour accéder à la pension minimale, un cheval de bataille des partis libéraux.

À court terme, son impact est relativement limité en raison des mesures transitoires et du seuil relativement bas fixé à 20 ans. Cependant, cette loi viole gravement le principe des périodes assimilées.

Par exemple, le crédit-temps avec motif et l'incapacité de travail ne sont pas comptabilisés comme « emploi effectif », ce qui crée un précédent dangereux.

En outre, la note De Wever prévoit un durcissement de cette condition à « 35 ans d'emploi effectif ».

La condition d'emploi effectif impacte principalement les femmes, les chômeur·euses de longue durée et les invalides, renforçant ainsi les inégalités.

Pouvoir d'achat – perte de revenus

- Réduction de l'indexation des salaires : En limitant l'indexation au salaire net, les droits dérivés calculés sur le brut (comme les primes, le pécule de vacances, les allocations, ...) diminuent également. Cette mesure risque d'accentuer l'écart salarial entre hommes et femmes.
- Augmentation de la TVA de 6 à 9 % : Augmentation pour les ménages (les chef·fes de ménage et les familles monoparentales, qui sont essentiellement des femmes).
- Premier jour de maladie non rémunéré : Cette mesure entraîne une perte de revenu.
- Enveloppe bien-être : Les réductions prévues impactent les chef·fes de ménage, essentiellement des femmes, renforçant leur précarité.

Dégradation des droits des travailleur·euses

- Fin des 38 heures/semaine : Une flexibilité accrue (notamment via les heures supplémentaires) complique la conciliation entre vie professionnelle et personnelle.
- Travail de nuit : Les infirmières, par exemple, subissent une perte de revenus estimée à 6 496,794 euros par an pour une infirmière sans ancienneté (chiffres de l'IEV).
- Licenciement et indemnité de préavis : Une partie de l'indemnité sera désormais affectée à des formations ou mesures de reconversion. Pour une cheffe de ménage, cela représente une perte importante qui impacte directement le budget domestique (loyer, facture, nourriture...).

Nous demandons :

- la révision de la réforme des pensions : “Pour y avoir accès, il faudra avoir 30 années de carrière et pendant ces 30 années, comptabiliser 20x250 jours de travail effectif (sous contrat) pour un temps temps plein et 10 x 156 jours pour un temps partiel. Le montant de la pension sera calculé au prorata du temps de travail. Or, les femmes pourraient être pénalisées par ce nouveau système car le plus souvent, ce sont elles qui sont amenées à travailler à temps partiel et qui prennent divers congés pour s’occuper de leur famille et de leurs proches.”³ ;
- le refinancement du secteur non-marchand, largement féminisé⁴, à hauteur des besoins ;
- le financement des services de prévention primaire ainsi que des services d’accueil et d’accompagnement des victimes, avec une attention particulière à leur accessibilité, notamment pour les femmes en situation de handicap ou celles qui ne parlent pas français/néerlandais ;
- la suppression du statut de cohabitant-e, qui implique une diminution des allocations et donc une perte d’autonomie financière des femmes (et donc la difficulté de quitter un partenaire violent) ;
- la révision de la réforme des crédits-temps, des “économies” qui impactent et précarisent directement les femmes ;
- la création d’un fonds universel et automatique pour le paiement des pensions alimentaires : “Aujourd’hui en Belgique, un ménage sur cinq ayant droit à une pension alimentaire ne la perçoit pas ou pas régulièrement. Les pensions alimentaires impayées constituent un danger de précarité, surtout pour les familles monoparentales”⁵ ;
- une attention spécifique aux femmes sans-papiers : sans statut, elles survivent dans une extrême précarité et, lorsqu’elles travaillent, sont exploitées, mal payées, victimes de violences sexistes et sexuelles qu’elles ne peuvent pas dénoncer ;
- l’amélioration des procédures en cas de non-paiement de la pension alimentaire et une intervention rapide par le biais du SECAL.

C. Les violences à caractère sexuel faites aux enfants⁶

La lutte contre les violences à caractère sexuel faites aux enfants demeure une préoccupation insuffisamment priorisée, tant en Belgique qu’en Europe, malgré l’urgence évidente que représente cette problématique. En effet, le nombre d’enfants touché-es et la gravité des répercussions à long terme sur leur santé physique et

³ [RTBF. \(2023\). Réforme des pensions, les femmes ne sont plus les oubliées du système.](#)

⁴ *Ibid.*

⁵ [Claessens, E. et al. \(2024\). Vers un système universel et automatique des pensions alimentaires.](#)

⁶ Ben Jattou, M., Opika, F., Richard, F. (2024). *Prévenir et protéger. Vers une politique de prévention et d’identification précoce des violences sexuelles et des mutilations génitales féminines chez les enfants.* GAMS Belgique et Femmes de Droit, Bruxelles, 31 juillet 2024.

mentale, ainsi que sur leur existence, sont considérables. Face aux statistiques alarmantes concernant les violences sexuelles face aux enfants, les mutilations génitales féminines (MGF), ainsi que des conséquences psychologiques et physiques dévastatrices qui en découlent, il est impératif de pallier l'absence d'une politique de prévention et d'accompagnement uniforme et efficace en Belgique.

Concernant la question de traiter conjointement les violences sexuelles faites aux enfants et les MGF, nous estimons que la séparation de ces thématiques est contreproductive. En effet, les conséquences chez les enfants, telles que les impacts sur la sphère uro-génitale et sur l'estime de soi, ainsi que le stress post-traumatique, sont similaires dans les deux cas. De plus, dans les deux situations, les enfants sont soumis à la loi du silence et à une pression de loyauté envers leur famille, ce qui peut étouffer leur parole en cas de dénonciation.

Par ailleurs, un mécanisme de domination sous-jacent similaire existe dans les deux situations, bien que qu'il se manifeste de manière distincte. Regrouper l'ensemble des formes de violences sexuelles chez les enfants permet une gestion plus efficace des ressources humaines et financières, évitant ainsi une dispersion inutile. L'objectif est de promouvoir une approche commune pour une action coordonnée à l'échelle nationale.

Nous demandons de :

- Mettre en place un **plan d'action national (PAN) de lutte contre les violences à caractère sexuel faites aux enfants / Conférence interministérielle (CIM) de lutte contre les violences à caractère sexuel faites aux enfants**. Les violences à caractère sexuel faites aux enfants se retrouvent à cheval entre de nombreuses compétences réparties entre les entités fédérées et le fédéral. Par conséquent, il faut unir tous les pouvoirs en présence pour mener à bien un plan national visant à lutter contre les violences à caractère sexuel faites aux enfants à tous les échelons de la Belgique ;
- **Exclure** l'utilisation de **théories sans fondement scientifique** dans tous les dossiers d'aide et de protection de la jeunesse, comme le Syndrome d'aliénation parentale. Informer les professionnel·les sur l'origine et la dangerosité des telles théories. Les **former aux théories scientifiquement fondées**, comme les théories provictimaires ;
- Mettre en place un **site internet unique trilingue** pour tout le territoire réunissant **tous les outils et toutes les structures** utiles pour prévenir, identifier et prendre en charge les violences à caractère sexuel faites aux enfants. En ce sens, adapter le site des CPVS qui est la porte d'entrée numéro 1 pour les victimes de violences à caractère sexuel ;
- Systématiser la détection dans le **secteur périnatal, pédiatrique, scolaire et médical**. Mettre en place un **dossier unique de 0 à 18 ans** de médecine préventive qui centralise ainsi toutes les données sans rupture d'information

lors des changements d'école et d'institutions (et entre l'ONE et le PSE ou K&G et le CLB) et inscrire **dans le dossier médical** de l'enfant le fait qu'il y a des M.G.F. dans la famille ;

- Préconiser **l'examen externe des organes génitaux pour les filles à risque d'être excisées à trois moments clés** : l'arrivée en Belgique, les départs en vacances dans des pays à haute prévalence (avant et après le voyage) ;
- **Former** le personnel sur la manière de **détecter les premiers signes de violences à caractère sexuel faites aux enfants, sur l'accueil et l'accompagnement** des jeunes qui dévoilent avoir vécu une violence à caractère sexuel, sur la manière de recueillir un dévoilement de violences sexuelles chez les enfants. Cette formation serait destinée à/au.x :
 - personnel éducatif,
 - enseignant·es,
 - assistant.e.s sociales/sociaux,
 - personnel des PMS, PSE, CLB, halte-garderies, crèches, milieux d'accueil (de la petite enfance et de la jeunesse), AMO, SAJ, SPJ, , écoles, écoles de devoirs, institutions d'accueil des migrant.e.s (Fedasil, Office des étrangers, plateformes, etc.), ONE, Agentschap Opgroeien, SOS Enfants, V.K.,
 - personnel judiciaire, en particulier les magistrat·es et avocat·es pour enfant,
 - Toute autre personne amenée à graviter auprès des enfants ;
- Étendre à tout le territoire **l'approche Enfants CAPables** dans les écoles primaires ou d'autres approches visant à renforcer la capacité d'agir des enfants, mais aussi des adultes qui les entourent (parents, enseignant·es).

D. La prévention primaire des violences basées sur le genre

Nos revendications en matière de prévention primaire des violences sont les suivantes :

- **Investir dans une politique intégrée et globale de prévention primaire des violences de genre**, à tous les niveaux de pouvoir. Actuellement, les politiques gouvernementales privilégient les campagnes de sensibilisation. Or la recherche internationale l'a prouvé, ces campagnes ne permettent aucune réduction des violences de genre et, si elles sont utiles pour atteindre d'autres objectifs, **il est impératif que l'objectif de réduire significativement les violences avant qu'elles ne se produisent soit au centre des politiques publiques** et qu'on privilégie des programmes de prévention qui ont fait leurs preuves. Il est également indispensable de réduire les inégalités structurelles qui produisent les violences de genre et vulnérabilisent des pans entiers de la population. Investir dans la prévention primaire, c'est agir concrètement pour que les violences ne se produisent pas. C'est le moyen le plus efficace et le

moins coûteux. Une étude française (Nectoux et al. 2010)⁷ estime d'ailleurs qu'un euro investi dans la prévention des violences faites aux femmes et aux filles permet d'économiser 87 euros, dont 32 euros en dépenses publiques directes ;

- **Financer de façon structurelle le secteur non-marchand à hauteur des besoins réels.** Il faut que cesse la mise en concurrence des associations féministes dans le cadre d'appels d'offres, la dépendance du secteur non-marchand aux subventions facultatives et la surcharge de travail chronique pour répondre aux besoins du terrain et boucher les trous laissés par l'Etat. Cela impacte négativement les travailleuses ainsi que les publics cibles ;
- **Mettre en place et systématiser des formations obligatoires et régulières à destination de tou-te-s les agent-e-s de l'État, du personnel des secteurs psycho- médico-sociaux, judiciaire et de l'enseignement.** Ces formations doivent permettre de comprendre le continuum des violences faites aux femmes, aux enfants et aux minorités sexuelles et de genre, l'imbrication de différents systèmes d'oppression, les mécanismes de domination à l'œuvre et d'intervenir de manière adéquate. Elles doivent être données par des actrices reconnues de la société civile et selon des critères de qualité établis par celle-ci. Le précédent plan intrafrancophone prévoyait la mise en place d'un pôle dédié à la formation, il n'a pas été créé. Un tel pôle doit veiller aux standards féministes de qualité pour la durée, les contenus et les méthodologies pédagogiques des formations proposées. Il doit coordonner un programme de formations couvrant les trois types de prévention, tous les groupes professionnels concernés et l'entièreté du territoire belge ;
- **La création d'un centre d'expertise féministe autonome sur les violences à l'égard des femmes et des filles** qui produit des analyses et données pour informer toute décision politique de leur impact sur la prévention (ou l'aggravation) des violences et évalue les mesures prises. L'avis de ce centre d'expertise doit être pris en compte.

E. Le respect des conventions européennes par la Belgique et la solidarité internationale

Nos revendications en ce qui concerne la nécessité d'une solidarité internationale sont les suivantes :

- **Transposer dans le droit et dans les pratiques belges les engagements pris au niveau européen pour lutter contre les violences faites aux femmes, aux enfants et aux minorités de genre et sexuelles.** Qu'il

⁷ Nectoux M. (2006). Programme DAPHNE II – Année 2006. Estimation du coût des violences conjugales en Europe. Page 9.

s'agisse de la Convention d'Istanbul, de la Convention internationale des droits de l'enfant ou de la récente Directive européenne sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, la Belgique ne respecte pas encore tous ses engagements et obligations. Les associations féministes ont formulé des revendications spécifiques pour la mise en œuvre gouvernementale de ces engagements, par exemple un rapport alternatif pour la Convention d'Istanbul. **Les gouvernements belges doivent coopérer avec les associations féministes pour assurer que les politiques publiques évoluent dans le bon sens ;**

- **Adopter une perspective intersectionnelle à toutes les mesures politiques et visant la solidarité internationale.** Pour rappel, la **Convention d'Istanbul, ratifiée par la Belgique, prévoit la protection des femmes, migrantes, demandeuses d'asile ou réfugiées, victimes de violences de genre ainsi que des enfants.** Il est fondamental qu'elles puissent dénoncer les violences qu'elles vivent et recevoir soutien et protection sans peur de se voir expulsées :
 - Les femmes au croisement de multiples oppressions sont en effet particulièrement impactées par les violences de genre : racisées, sans-papiers, en situation de handicap, trans, lesbiennes et bi, mères célibataires et/ou en dehors des normes hétéronormatives. **Les politiques doivent tenir compte des impacts spécifiques de chaque mesure sur ces publics vulnérabilisés et mettre en place des services qui leur soient accessibles.** En outre, nous savons que les femmes, les filles et les minorités de genre et sexuelles sont les premières victimes de violences sexuelles lors des guerres, le viol étant utilisé comme une arme. **Il est fondamental que la Belgique adopte des politiques qui renforcent la participation des femmes, filles et minorités sexuelles et de genre aux processus de paix. Au même moment, la Belgique doit reconnaître les violences de genre comme raison légitime d'asile et répondre de façon adéquate aux effets des violences que les personnes réfugiées ont subi.** Il en va de même lorsqu'une femme fuit un mari ou une famille qui mette sa vie en danger et cherche la sécurité en Belgique. Lutter contre les violences sexistes et sexuelles ne peut se faire que dans une perspective de solidarité internationale.
 - Les femmes sans-papiers subissent de multiples discriminations (racisme, violences économiques, violences sexistes et sexuelles) qu'elles ne peuvent dénoncer. **La régularisation constitue une mesure concrète pour lutter contre les violences basées sur le genre.**
 - Par ailleurs, **nous demandons que la Belgique utilise tous les moyens diplomatiques à sa disposition pour assurer que les organisations internationales auxquelles la Belgique adhère**

développent et promeuvent les mêmes politiques de prévention des violences de genre comme nous le demandons à échelle nationale, et cela en coopération avec la société civile féministe internationale et des autres pays membres de ces organisations.

F. Les violences faites aux femmes en situation de handicap

Les femmes et minorités de genre en situation de handicap subissent des violences basées sur le genre à des taux alarmants, généralement plus élevés que ceux des personnes sans handicap. Ces violences peuvent prendre des formes spécifiques, comme l'infantilisation, la privation de soins ou de matériel essentiel, les difficultés d'accès à la maternité, ainsi que l'exploitation par des proches ou des professionnel·les. À ces violences basées sur le genre viennent se combiner les violences validistes, renforçant encore leur vulnérabilité et les obstacles auxquels elles font face.

Ces obstacles sont nombreux : accessibilité physique et communicationnelle des services d'aide, stigmatisation, manque de formation des professionnel·les, ou encore peur de perdre leur autonomie si elles signalent des abus commis par leurs aidant·es et leurs (ex-)conjoint·es violents.

Bien que la Belgique ait ratifié en 2009 la Convention relative aux droits des personnes handicapées (CDPH), garantissant de prendre les mesures nécessaires pour leur assurer le plein épanouissement, la promotion et l'autonomisation ainsi que le droit de vivre sans violence (art.16), nous ne tendons toujours pas vers une réelle accessibilité, ni vers la pleine protection qui devrait leur être assurées. Lors de l'examen périodique de la Belgique devant les expert·es de l'ONU le 22 août 2024, il a été rappelé une nouvelle fois que l'article 6, concernant les femmes et les filles en situation de handicap, devait être respecté.

En Belgique, il n'y a toujours pas de stratégies concrètes pour lutter globalement et efficacement contre les violences basées sur le genre à l'encontre des femmes en situation de handicap. Il ne s'agit clairement pas d'une priorité politique.

La Déclaration de politique communautaire 2024-2029 de la Fédération Wallonie-Bruxelles prévoit très peu de mesures dans son volet handicap, qui sont insuffisantes. Il n'y a en outre aucune mention des engagements pris par la Belgique par rapport à la CDPH. C'est également le cas dans la Déclaration de politique régionale du Gouvernement wallon. Pourtant, des recommandations ont été publiées en septembre 2024 !

Nos revendications :

- **Accessibilité universelle des services d'aide**

Nous demandons de rendre tous les services d'aide et d'accompagnement accessibles, tant physiquement (bâtiments, transports) que communicationnellement (traductions en langue des signes, formats adaptés pour les déficiences visuelles ou cognitives, FALC, etc.). Ceci inclut notamment l'amélioration de l'application 112 pour les femmes sourdes, qui fonctionne mal, ainsi que la création d'un service SMS dédié et de chats spécialisés pour les violences conjugales ou la police.

Par ailleurs, nous demandons que les campagnes de prévention des violences soient systématiquement proposées dans des formats accessibles (FALC, langue des signes, ...).

- **Formations spécialisées**

Nous demandons que les professionnel·les des secteurs médico-social, juridique et policier soient formé·es à reconnaître et gérer les cas de violences spécifiques aux femmes en situation de handicap.

- **Soutien et autonomisation des victimes**

Nous demandons la mise en place de mécanismes spécifiques pour garantir l'autonomie des victimes de violences en situation de handicap, notamment en leur fournissant des solutions alternatives pour les soins ou le logement.

De plus, nous demandons d'améliorer l'accueil des femmes en situation de handicap victimes de violences sexuelles dans les Centres de Prise en charge des Violences Sexuelles (CPVS). Ceci vaut également pour les autres publics vulnérabilisés, tels que les personnes en situation de migration (y compris les femmes sans titre de séjour) et pour les personnes LGBTQIA+.

- **Prévention**

Nous demandons le lancement de campagnes de sensibilisation pour déconstruire les stéréotypes validistes et sexistes et d'initiatives qui renforcent l'autonomie et les droits des femmes en situation de handicap.

En outre, nous demandons de soutenir l'accès de la prévention primaire des violences basées sur le genre aux femmes en situation de handicap.

- **Lutte contre les contraceptions et stérilisations forcées**

Nous demandons la suppression de la pratique illégale, mais encore existante, des stérilisations forcées dans les institutions, qui visent à prévenir les grossesses non désirées et à rassurer les familles. Cette pratique, qualifiée de "passeport pour le viol" par Cinzia Agoni du GAMP⁸, constitue une grave violation des droits humains.

G. Les violences faites aux femmes racisées

Les femmes et les minorités sexuelles et de genre racisées sont d'autant plus vulnérables aux violences basées sur le genre qu'elles subissent déjà des violences racistes.

⁸ [BX1. \(2022\). Handicap : la question de la stérilisation et des agressions sexuelles revient à l'ordre du jour.](#)

Les stéréotypes racistes les exposent à davantage de violences, sexuelles notamment (objectivation de leurs corps, banalisation des violences sexuelles à leur égard via des mythes racistes sur leur sexualité)⁹, et rendent plus compliqué leur parcours en justice ou leur accès aux soins de santé. On parle par exemple de syndrome méditerranéen pour désigner les préjugés racistes qui poussent le personnel soignant à moins prendre au sérieux les personnes racisées, en particulier les femmes, estimant qu'elles exagèrent leurs symptômes et leurs douleurs.

En outre, les stéréotypes racistes pèsent sur leurs possibilités de se défendre face aux agressions sexistes, puisqu'elles sont jugées comme plus agressives que les femmes blanches.

Nous nous inquiétons de constater que les déclarations de politique régionale et communautaire ne prévoient que très peu d'actions concrètes pour lutter efficacement contre le racisme.

Plus préoccupant encore, certaines mesures ignorent complètement la situation des femmes racisées, à l'intersection du racisme et du sexisme. Ces mesures risquent même de renforcer des discriminations à leur égard. Nous pensons notamment à l'interdiction du port de signes convictionnels pour les enseignant·es de l'enseignement obligatoire du réseau officiel, décidée par le gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Une telle interdiction expose les femmes racisées à des violences économiques (en limitant leurs débouchés professionnels), et par conséquent, à davantage de violences sexistes et sexuelles.

Nos revendications :

- La transposition de la [directive européenne](#) relative aux normes applicables aux organismes pour l'égalité de traitement dans les domaines de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique, de l'égalité de traitement entre les personnes en matière d'emploi et de travail sans distinction de religion ou de convictions, de handicap, d'âge ou d'orientation sexuelle et de l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes en matière de sécurité sociale ainsi que dans l'accès à des biens et services et la fourniture de biens et services ;
- La mise en place de formations obligatoires et régulières à destination de toutes les agent·es de l'État, du personnel des secteurs psycho-médico-sociaux, judiciaire et de l'enseignement. Ces formations doivent permettre de comprendre le racisme comme système d'oppression et comment il s'imbrique dans les autres systèmes (validisme, hétérocispatricat, classisme, sexisme), et d'intervenir de manière adéquate.

⁹ [Amnesty International. \(2020\). Déconstruire les mythes et stéréotypes sur le viol.](#)

Ces formations doivent être données par des acteur·ices reconnues de la société civile et selon des critères de qualité établis par celle-ci ;

- La régularisation des personnes sans-papiers. Les femmes demandeuses de protection internationale sont les premières victimes des conflits armés. Certaines violences leur sont propres, telles que le mariage forcé, les stérilisations ou avortements forcés, les mutilations génitales féminines, ou le viol. Les femmes ayant subi des violences dans leur pays d'origine en sont trop souvent victimes à nouveau pendant leur parcours migratoire et après leur arrivée en Belgique. Ce continuum de violences renforce leur vulnérabilité et leur besoin de protection. Les femmes migrantes se trouvent généralement dans des situations socio-économiques précaires, les obligeant à travailler, souvent dans des métiers dits du *care*. Les travailleuses domestiques migrantes et sans-papiers sont d'autant plus vulnérables que leur métier est souvent leur seule source de revenus, les plaçant dans une situation de dépendance financière, qui complique les plaintes des abus dont elles font l'objet. C'est pourquoi nous demandons également :
 - l'application des directives européennes "Sanctions" et "Victimes", qui garantissent la protection des plaignant·es contre leur patron abuseur,
 - l'adaptation du dispositif de délivrance du permis unique pour un accès au travail légal et digne pour les travailleur·euses migrant·es sans-papiers en Région bruxelloise, notamment par un élargissement de la liste des métiers en pénurie considérant davantage les métiers exercés par les femmes,
 - l'accès à la formation professionnelle dans les secteurs en pénurie et les fonctions critiques et essentielles pour les travailleur·euses sans-papiers ;
- L'accompagnement efficace et d'urgence aux femmes victimes de violences en situation de vulnérabilité, et ce dans une approche intersectionnelle. Pour elles, les ressources doivent être centralisées et organisées, et une dynamique de réseau entre associations doit être soutenue par les pouvoirs publics ;
- L'adoption d'une perspective intersectionnelle à toutes les mesures politiques et visant la solidarité internationale. Pour rappel, la Convention d'Istanbul, ratifiée par la Belgique, prévoit la protection des femmes, migrantes, demandeuses d'asile ou réfugiées, victimes de violences basées sur le genre ainsi que des enfants. Il est fondamental qu'elles puissent dénoncer les violences qu'elles vivent et recevoir soutien et protection sans peur de se voir expulsées.

H. Les violences en ligne

Internet, les réseaux sociaux et le développement des TIC, tels que l'intelligence artificielle (IA), n'ont pas seulement permis à l'inégalité de genre, au harcèlement et

à la violence, ainsi qu'au contrôle du comportement des femmes et minorités de genre, de s'étendre dans le domaine virtuel : ils ont également créé de nouvelles formes de violences, portant atteinte à leurs droits humains.

Le sexisme et la misogynie ont trouvé une nouvelle échappatoire dans le monde virtuel, où les femmes sont plus souvent la cible de discours haineux et de violences en ligne que les hommes. La fréquence de ces agressions est alarmante : 85 % des femmes à travers le monde en sont victimes. Par ailleurs, des facteurs intersectionnels tels que l'âge, la couleur de peau, le handicap, la classe sociale, le revenu, la culture, la religion, l'orientation sexuelle, l'identité et l'expression de genre, ou l'appartenance à un groupe social particulier, aggravent encore les risques pour les victimes. Ces violences ont non seulement des conséquences graves sur leur santé physique et mentale, mais elles sapent aussi leurs droits démocratiques en les réduisant au silence.

Les groupes masculinistes qui attaquent et résistent aux droits et libertés des femmes ont entraîné une amplification considérable des violences envers les femmes actives dans l'espace public, à la fois en ligne et hors ligne. Cela constitue une menace non seulement pour la participation des femmes à la vie publique, mais aussi pour le fonctionnement démocratique de la société elle-même.

La lutte contre les violences basées sur le genre en ligne nécessite donc des efforts conjoints des décideurs politiques, des entreprises technologiques et de la société dans son ensemble.

Concrètement, nous demandons aux autorités belges :

La transposition et le suivi des réglementations internationales

- L'application de la récente directive (UE) [\(EU\)2024/1385](#) sur la lutte contre les violences faites aux femmes et les violences domestiques (14 mai 2024), en particulier l'article 6 (cyberharcèlement), l'article 7 (cyberintimidation) et l'article 8 (incitation à la violence ou à la haine en ligne) ;
- La mise en œuvre (et la poursuite) des mesures sur la cyberviolence figurant dans le Plan d'Action National contre les violences basées sur le genre (2021-2025), basé sur la Convention d'Istanbul ;
- L'application du Digital Services Act (DSA) de l'UE.

Une approche aux niveaux national et international

Une élaboration approfondie d'un cadre politique et juridique efficace aux niveaux européen et national doit figurer en priorité à l'agenda politique :

- L'adoption d'une définition harmonisée incluant toutes les formes de cyberviolences, intégrant une perspective de genre intersectionnelle, et reconnaissant les impacts multiples de ces violences sur les femmes ;
- Des investissements dans la collecte de statistiques comparables et dans des indicateurs sensibles au genre, basés sur une perspective intersectionnelle, permettant de suivre les formes les plus courantes et spécifiques de

cyberviolences basées sur le genre ainsi que leurs impacts multiples (sociaux, psychologiques, économiques et politiques) au niveau policier et judiciaire ;

- Des recherches qualitatives et quantitatives régulières sur les cyberviolences basées sur le genre, incluant des études spécifiques, par exemple sur les cyberviolences contre les femmes politiques ou les femmes actives dans les débats publics ;
- Une approche coordonnée et multidisciplinaire pour lutter contre la cyberviolence, intégrée dans un plan d'action national spécifique ou dans les plans existants, en tenant compte des réglementations internationales ;
- L'inclusion explicite de la cybersécurité dans le mandat des institutions existantes pour l'égalité des genres et les droits humains, avec pour mission :
 - Garantir la sécurité et les libertés fondamentales dans tous les domaines,
 - Combattre et bannir les pratiques promouvant la polarisation, l'extrémisme et la violence, y compris le sexisme, les stéréotypes de genre restrictifs et la misogynie,
 - Développer et promouvoir des directives, formations et campagnes pour sensibiliser au sexisme et aux autres formes de violences basées sur le genre,
 - Contribuer à la surveillance, à l'analyse et à l'évaluation des politiques relatives aux cyberviolences basées sur le genre ;
- Évaluer et adapter en permanence la législation existante. À l'heure actuelle, il est urgent de définir spécifiquement des notions telles que les deepnudes, la sextorsion, le doxing et le grooming visant les adultes.

La concertation avec les parties prenantes

Les autorités doivent collaborer avec des parties prenantes pertinentes, telles que les départements, les institutions pour l'égalité des genres et les droits humains, ainsi que les organisations féministes et de défense des droits humains, afin d'adopter des politiques efficaces pour éradiquer les cyberviolences basées sur le genre.

L'information et des mécanismes accessibles pour les victimes

- Assurer la diffusion d'informations accessibles à toutes et tous, via divers canaux, sur les mécanismes de signalement et d'assistance, ainsi que sur les procédures (par exemple, via des sites web, spots radio, affiches, outils numériques, etc.) ;
- Garantir que les victimes de cyberviolences aient un accès rapide et sûr à des mécanismes inclusifs permettant de signaler et d'arrêter ces violences.

Le soutien aux victimes

- Les victimes majeures de cyberviolences basées sur le genre peuvent, depuis 2020, solliciter l'Institut pour l'Égalité des Femmes et des Hommes (IEFH) pour une assistance juridique et la suppression des contenus. Les mineurs doivent s'adresser à Child Focus. Dans le cadre de la transposition du Digital Services Act, l'IEFH est l'un des « signaleurs de confiance » ;
- Les victimes doivent pouvoir accéder facilement à des services confidentiels leur offrant un soutien pratique, juridique et psychologique, y compris des lignes d'assistance téléphonique et numériques disponibles 24h/24. Il est donc nécessaire de renforcer le rôle de l'IEFH dans l'assistance aux victimes.

La prévention et la formation

Renforcer les efforts pour éliminer les préjugés, idéologies, habitudes et autres pratiques discriminatoires fondées sur la prétendue infériorité des femmes et/ou sur des stéréotypes restrictifs concernant les femmes et les hommes :

- Investir dans le développement des capacités et l'expertise de tous les services concernés (personnel, connaissances, moyens financiers et techniques), en collaboration avec des parties prenantes telles que des organisations féministes ;
- Sensibiliser les jeunes aux impacts des violences en ligne et les éduquer sur des comportements respectueux et éthiques en ligne, notamment à travers des programmes d'éducation aux droits humains, des formations sur la littératie numérique et la sécurité en ligne, et des sessions de renforcement des compétences...

La lutte contre les discours haineux

- Modifier l'article 150 de la Constitution pour que les messages sexistes écrits et en ligne (relevant de la loi de 2014 sur le sexisme) ne relèvent plus de la Cour d'Assises. Ces infractions, rarement jugées en Assises, restent largement impunies. L'objectif est qu'elles soient désormais traitées par le tribunal correctionnel ;
- Adopter une législation spécifique et développer des politiques adaptées pour tenir les entreprises technologiques, intermédiaires et plateformes numériques responsables du contenu toxique qu'elles hébergent et diffusent via leurs algorithmes, conformément au Digital Services Act (DSA) et au Digital Market Act (DMA) de l'UE ;
- Investir dans des programmes d'accompagnement des auteurs de violences pour sensibiliser à l'impact des cyberviolences basées sur le genre et prévenir la récurrence.

I. Les violences gynécologiques et obstétricales

Au cours de la dernière décennie, les violences gynécologiques et obstétricales ont été de plus en plus dénoncées dans notre pays. Depuis 2014, les témoignages à ce sujet se multiplient sur les réseaux sociaux et au sein des organisations féministes.

Les violences gynécologiques et obstétricales sont vastes, et il est difficile d'en définir les contours : elles concernent un phénomène transgressif dans les soins gynécologiques et reproductifs, incluant divers domaines tels que le traitement des douleurs menstruelles, l'endométriose, la contraception, l'avortement, les pathologies gynécologiques, les soins de santé sexuelle, l'accouchement et les soins périnataux, les traitements de fertilité, etc.

Les expert·es indiquent que, en raison de son ampleur et du manque de sensibilisation à cette problématique, les violences gynécologiques et obstétricales sont de nature systémique et institutionnelle.

On ne sait pas à quelle fréquence ces violences surviennent en Belgique, et leur définition n'a pas encore été unanimement validée. La première étude réalisée en Belgique sur les violences gynécologiques et obstétricales par la Plateforme citoyenne pour une naissance respectée estime que 40 % des femmes subissent ces violences durant l'accouchement.

Les conséquences de cette forme de violence sont également insuffisamment connues. Elles peuvent notamment être de nature psychologique, sociale et physique. Les personnes issues de groupes vulnérables en sont particulièrement affectées¹⁰.

Nos revendications sont les suivantes :

- **Définition commune**

Travailler à l'identification, la définition et la dénomination des violences gynécologiques et obstétricales et encourager la compréhension de ce phénomène. Cela inclut le développement d'une classification et d'une définition des différentes formes de violence, par les autorités publiques, le monde académique (incluant les sciences humaines), le secteur de la santé et la société civile.

- **Reconnaissance en tant que forme de violence basée sur le genre**

Intégrer systématiquement les violences gynécologiques et obstétricales institutionnelles et individuelles dans les formes de violences liées au genre.

- **Statistiques et indicateurs genrés**

La publication annuelle des statistiques nationales relatives aux violences basées sur le genre doit également inclure des données sur les violences gynécologiques et obstétricales afin de constituer une base de données solide pour l'élaboration de politiques appropriées.

Lors de la prochaine enquête nationale sur la santé, il est nécessaire de mieux examiner les violences gynécologiques et obstétricales en tant que forme de

¹⁰ Senaat Informatieverslag over lichamelijke zelfbeschikking en het tegengaan van obstetrisch geweld, 2024

violence liée au genre, en incluant des questions spécifiques sur ces violences dans les questionnaires d'enquête. Les données obtenues doivent être publiées de manière transparente.

- **Formation du corps médical, de la police et de la justice**

Il existe très peu de formations pour les professionnel·les de la santé sur les violences gynécologiques et obstétricales, du point de vue des droits des patient·es. Des formations pour les médecins, gynécologues et sages-femmes sont régulièrement organisées par des associations comme vzw Zijn et GAMS Belgique, mais elles ne sont pas encore intégrées de manière structurelle dans les cursus. En 2023, la Plateforme citoyenne pour une naissance respectée a organisé la première formation multidisciplinaire sur ce sujet en Belgique pour 40 professionnel·les, mais il reste encore beaucoup à faire.

Les violences gynécologiques et obstétricales, tant institutionnelles qu'individuelles, doivent être systématiquement intégrées parmi les formes de violences basées sur le genre pour lesquelles la formation des professionnel·les de santé doit être améliorée. Les prestataires de soins doivent disposer des outils nécessaires pour comprendre et identifier des actes ou des situations pouvant être perçus comme violents par les patientes dans le cadre des soins périnataux, et pour fournir des outils permettant de prévenir ou d'agir face à ces situations.

Les professionnel·les de l'aide sociale, la police et la justice doivent également inclure un module sur les violences gynécologiques et obstétricales en tant que forme de violence basée sur le genre dans leurs formations.

- **Mise en place d'un observatoire des violences gynécologiques et obstétricales**

Créer un observatoire fédéral des violences obstétricales et gynécologiques pour collecter et centraliser les données sur ces violences en Belgique. Il doit accueillir les victimes et les orienter vers des services spécifiques ad hoc. De plus, il doit identifier et intégrer dans un réseau les acteurs existants qui agissent déjà contre ces violences – malgré la résistance à reconnaître le terme "violence", bien que celui-ci soit reconnu par des instances internationales.

- **Intégration de la fonction de "personne de référence" pour les violences basées sur le genre au sein de chaque hôpital**

Cette personne doit être spécialisée dans toutes les formes de violence, y compris les violences obstétricales et gynécologiques, qui surviennent souvent au sein de l'hôpital. Les patient·es/victimes doivent pouvoir faire appel au mécanisme de plainte de l'hôpital et disposer des informations nécessaires.

- **Accompagnement post-traumatique**

Les violences obstétricales et gynécologiques doivent être intégrées parmi les formes de violence pour lesquelles un accompagnement post-traumatique est proposé.

J. La santé sexuelle et reproductive

Nous l'avons vu récemment avec la révocation de l'arrêt Roe v. Wade aux Etats-Unis ou les entraves au droit à l'avortement en Pologne, ce droit reste très fragile partout dans le monde. En Belgique aussi, il est nécessaire de rester vigilant·e·s face à ces attaques. Afin de sécuriser le droit à l'IVG (interruption volontaire de grossesse), la Plateforme Mirabal revendique de/d' :

- Reconnaître l'IVG (interruption volontaire de grossesse) comme une véritable question de santé publique en adoptant une nouvelle loi relevant du droit médical ;
- Allonger le délai maximal pour pratiquer l'IVG pour passer de 12 à 18 semaines de grossesse au minimum ;
- Supprimer l'obligation de maintenir un délai de réflexion de 6 jours afin de faciliter l'accès à l'IVG ;
- Requalifier le délit d'entrave à l'IVG pour toute désinformation à propos de l'avortement, en ce compris sur internet et les réseaux sociaux ;
- Mettre en place, via des canaux publics et institutionnels, une information complète, exacte et neutre relative au droit et à l'accès à l'IVG, au travers notamment d'un référencement adéquat sur les sites internet officiels et la mise à disposition des coordonnées de toutes les structures agréées aux pratiques des IVG ;
- Inscrire les techniques d'avortement dans les cursus d'enseignement en facultés de médecine.

En juin dernier devait avoir lieu un vote au Sénat du rapport d'information sur les violences gynécologiques et obstétricales (VGO), contenant de nombreuses recommandations. Ce vote a cependant été reporté et les recommandations n'ont pas pu être adoptées. Pourtant, la Belgique n'est pas en reste en terme de VGO. Afin de lutter contre celles-ci, la Plateforme Mirabal revendique de/d' :

- Fournir un cadre de consultation accueillant et sécurisant, en favorisant l'écoute, l'empathie et la bienveillance. Le cadre doit permettre à toutes d'être accueilli·es et soigné·es sans discrimination sexiste, raciste, LGBTQIA+, validiste et classiste ;
- Éviter de réaliser des interventions médicales non justifiées (touchers vaginaux, frottis systématiques, etc.) et demander systématiquement le consentement avant de poser tout acte médical ;
- Respecter l'intimité de la personne au maximum en proposant, par exemple, un paravent pour se déshabiller, ne pas demander à se déshabiller intégralement, proposer un drap pour se couvrir, etc. ;
- Adopter un langage non-jugeant et non-catégorisant. Cela se fait, par exemple, via l'emploi de termes neutres (« partenaire » au lieu de « compagnon », qui présuppose de facto l'hétérosexualité) ;
- Former le personnel soignant à ces bonnes pratiques ;

- Garantir l'accès à l'IVG à toute personne qui en a besoin. L'aide médicale urgente doit être garantie à toutes les femmes sans-papiers, sans répercussion pour elles quant à leur présence en Belgique.

K. Les violences faites aux personnes LGBTQIA+

Les personnes LGBTQIA+ sont confrontées à de nombreuses violences au cours de leur vie : violences administratives, conjugales, sexuelles, physiques et psychologiques, rejet, harcèlement, insultes, etc. Ce qui constitue un frein important à leur émancipation et à leur épanouissement mais aussi à la reconnaissance de leurs réalités et de leurs besoins.

Des violences renforcées pour les personnes au croisement de plusieurs autres oppressions dont le sexisme, le validisme et le racisme.

Afin de lutter contre les violences LGBTQIAphobes, la Plateforme Mirabal revendique :

- de reconnaître socialement et administrativement ces publics ;
- de former le corps médical sur les discriminations et les besoins distinctifs liés aux identités de genre et aux orientations sexuelles pour une prise en charge optimale (transition, dépistages, soins gynécologiques, etc.) ;
- d'améliorer l'accessibilité, le remboursement et l'accès à une information claire et fiable concernant la santé sexuelle et reproductive des personnes appartenant à la communauté LGBTQIA+ ;
- de déstigmatiser et dégenrer les soins de santé et leur remboursement afin de les rendre accessibles aux personnes trans.

Eisenbundel van het Mirabal-platform

November 2024

I. Inleiding

Zowel vrouwen, seksuele en genderminderheden worden herhaaldelijk ondermijnd door de verschillende maatregelen die door de Vivaldi coalitie zijn aangenomen, waaronder :

- de pensioenhervorming, loonbevriezing en de weigering om het statuut van samenwonende af te schaffen, wat leidt tot een verlaging van de uitkeringen en dus een verlies aan financiële autonomie voor vrouwen;
- de hervorming van tijdskredieten en "besparingen" die een directe impact hebben op vrouwen;
- de weigering om vrouwen zonder papieren, die in het bijzonder blootstaan aan gendergerelateerd geweld, te regulariseren (ondanks het feit dat België, door het Verdrag van Istanbul te ratificeren, zich ertoe heeft verbonden hen steun en bescherming te bieden);
- de bevriezing van het wetsvoorstel dat abortus volledig decriminaliseert en de toegang ertoe verruimt, wat indruist tegen de behoeften van de betrokken personen, de adviezen van de medische gemeenschap en zelfs de gunstige aanbevelingen van het Wetenschappelijk Comité, dat uitdrukkelijk werd gemandateerd om de relevantie van abortus te waarborgen. Op 24 september werd dit wetsvoorstel opnieuw geblokkeerd in het parlement door de vijf partijen die momenteel de toekomstige federale coalitie aan het vormen zijn.

De strijd tegen gendergerelateerd geweld moet dringend een nationale prioriteit en een transversaal beleid worden op alle overheidsniveaus in België. De ingevoerde maatregelen moeten **rekening houden met de intersectionele dimensie van geweld en de specifieke impact ervan op kwetsbare groepen** op het kruispunt van verschillende onderdrukkingen (vrouwen van kleur, migranten zonder papieren, vrouwen met een handicap, alleenstaande ouders, sekswerkers, trans-, lesbische en biseksuele vrouwen, alleenstaande moeders en/of vrouwen buiten de cisheteronormatieve normen vallen).

Dit jaar **vragen we specifiek aandacht voor de strijd tegen kindermishandeling, inclusief de strijd tegen seksueel geweld en de strijd tegen incest.** Dit geweld maakt deel uit van het continuüm van heterocispatriarchaal geweld en het beëindigen ervan moet een politieke topprioriteit zijn. We roepen daarom op om een **nationaal actieplan (NAP) samen te stellen om te strijden tegen seksueel geweld tegen kinderen**

We herinneren de Belgische regering ook aan haar verantwoordelijkheid om de verbintenissen die op Europees niveau zijn aangegaan om geweld tegen vrouwen, kinderen en seksuele en genderminderheden te bestrijden, om te zetten in nationale wetgeving en de nodige maatregelen. Deze verbintenissen omvatten de Conventie van Istanbul, de Internationale Conventie over de Rechten van het Kind en de recente Europese Richtlijn over de bestrijding van geweld tegen vrouwen en huiselijk geweld.

We benadrukken ook de noodzaak van **internationale solidariteit**. Ter herinnering: **de Conventie van Istanbul, geratificeerd door België, voorziet in de bescherming van vrouwen, migranten, asielzoekers of vluchtelingen, die het slachtoffer zijn van gendergerelateerd geweld, alsook van kinderen.**

Vrouwen, kinderen en seksuele en genderminderheden zijn de eerste slachtoffers van oorlogen en invasies. Het Mirabal-platform wil zijn solidariteit betuigen met de Palestijnse, Oekraïense en Libanese vrouwen en kinderen, evenals met alle andere slachtoffers van conflicten en onderdrukking, waaronder de Oeigoeren, en die in Soedan, Afghanistan, Burkina Faso, Iran, Turkije en elders.

Tot slot eisen we **een geïntegreerd en alomvattend beleid voor primaire preventie van gendergerelateerd geweld. Het doel om dit geweld aanzienlijk te verminderen voordat het plaatsvindt, moet centraal staan in het overheidsbeleid.** Primaire preventie is de meest doeltreffende manier om gendergerelateerd geweld te bestrijden.¹¹¹² Het is ook een "strikt economisch rationele" keuze: één euro geïnvesteerd in de preventie van geweld tegen vrouwen en meisjes bespaart 87 euro, waarvan 32 euro aan directe overheidsuitgaven (Nectoux et al. 2010).

Het Mirabal-platform is zich ervan bewust dat vrouwen, kinderen en seksuele en genderminderheden geconfronteerd worden met gendergerelateerd geweld dat wordt versterkt door kruispunten van onderdrukking, zoals racisme, kapitalisme en validisme. Dit geweld moet worden aangepakt met een globale aanpak die rekening houdt met de meervoudige gevolgen van sociale en systemische ongelijkheden. Elke beleidsmaatregel moet worden beoordeeld op de impact ervan op de meest kwetsbare groepen, met als doel de diepere oorzaken van discriminatie aan te pakken in plaats van de bestaande ongelijkheden te versterken.

¹¹ Nectoux M. (2006). Programme DAPHNE II – Année 2006. Estimation du coût des violences conjugales en Europe. Page 9.

¹² [Nectoux, M. et al. \(2010\). Évaluation économique des violences conjugales en France.](#)

II. Eisen

A. *Femicides en gendergerelateerde moorden*

Volgens StopFemicide zijn er sinds begin 2024 minstens 21 vrouwenmoorden geregistreerd.

De wet van 13 juli 2023 betekent een grote stap voorwaarts in het bieden van een wettelijk kader voor het voorkomen en bestrijden van vrouwenmoorden, gendergerelateerde moorden en geweld.

Wij eisen dat deze wet snel, doeltreffend en transparant ten uitvoer wordt gelegd, met een toereikend en passend budget, om de toepassing van al haar wettelijke bepalingen te garanderen, dat wil zeggen het verzamelen van gegevens, het publiceren van studies, de oprichting van een wetenschappelijk comité, het versterken van de rechten van slachtoffers, het toetsen van risico's door middel van verschillende analytische tools alsook het opleiden van magistraten en de politie.

Deze wet mag niet slechts een intentieverklaring zijn. Het is essentieel om de verschillende bepalingen uit te voeren om zo actief slachtoffers te beschermen en gendergerelateerd geweld te voorkomen.

We vragen de media ook om zich actief in te zetten om femicide de nodige aandacht en ernst te geven dat het verdient. Het is namelijk als een serieus maatschappelijk probleem, niet een op zichzelf staand nieuwsitem.

- Benoem geweld zoals het is: verban uitdrukkingen zoals "familiedrama" en omschrijf femicide correct als gendergerelateerd geweld;
- Focus op het slachtoffer, niet op de dader: stop met het verheerlijken van de dader door zijn verleden of zijn gevoelens te benadrukken, of door erop te wijzen dat "niemand het zag aankomen", en geef een centrale plaats aan de waardigheid en de geschiedenis van het slachtoffer;
- Benoem deze daden in hun systemische dimensie behandelen: gendergerelateerd geweld zou niet als geïsoleerde gevallen moeten worden gepresenteerd, maar als een weerspiegeling van structurele machtsverhoudingen tussen de seksen, en deze context expliciet maken in media analyses;
- Gebruik een weldoordachte en respectvolle woordenschat: vermijd secundaire victimisatie of bagatellisatie door bijvoorbeeld geen persoonlijke gegevens van het slachtoffer te vermelden, om zo de suggestie dat ze medeverantwoordelijk is te voorkomen;
- Train journalisten: maak mediaprofessionals bewust van de problemen rond gendergerelateerd geweld, op basis van aanbevelingen zoals die van de AJP.

B. Economisch geweld

Pensioenhervorming

Een van de meest verontrustende aspecten van de laatste pensioenhervorming is de invoering van een "echt werk"-voorwaarde voor toegang tot het minimumpensioen, een stokpaardje van de liberale partijen.

Op korte termijn is het effect relatief beperkt vanwege de overgangsmaatregelen en de relatief lage drempel van 20 jaar. Het is echter een ernstige schending van het beginsel van gelijkgestelde perioden.

Zo worden tijdscrediet met motief en arbeidsongeschiktheid niet meegeteld als "feitelijke tewerkstelling", wat een gevaarlijk precedent schept.

Bovendien voorziet de nota De Wever in een aanscherping van deze voorwaarde tot "35 jaar feitelijke tewerkstelling".

Het gebrek aan effectieve werkgelegenheid treft vooral vrouwen, langdurig werklozen en gehandicapten, wat de ongelijkheid versterkt.

Koopkracht - inkomensverlies

- Verminderde indexering van salarissen: Door de indexering te beperken tot het nettoloon, worden afgeleide rechten die berekend zijn op het brutoloon (zoals bonussen, vakantiegeld, toelagen, enz.) ook verminderd. Deze maatregel dreigt de loonkloof tussen mannen en vrouwen te accentueren.
- Verhoging van de btw van 6% naar 9%: verhoging voor huishoudens (gezinshoofden en eenoudergezinnen zijn voornamelijk vrouwen).
- Eerste dag van ziekte wordt onbetaald: Deze maatregel resulteert in een inkomensverlies.
- Welvaartsenveloppe: De geplande bezuinigingen zullen gevolgen hebben voor de gezinshoofden, voornamelijk vrouwen, waardoor ze nog kwetsbaarder worden.

Aantasting van de rechten van werknemers

- Het einde van de 38-urige werkweek: Meer flexibiliteit (vooral door overuren) maakt het moeilijker om werk en privé te combineren.
- Nachtwerk: Verpleegkundigen lijden bijvoorbeeld een geschat inkomensverlies van € 6.496.794 per jaar, voor een verpleegkundige zonder anciënniteit (ENI-cijfers).
- Ontslag en opzegvergoeding: een deel van de vergoeding wordt nu bestemd voor opleiding of omscholing. Voor een huisvrouw betekent dit een groot verlies dat een directe impact heeft op het huishoudbudget (huur, rekeningen, eten, enz.).

We vragen :

- de herziening van de pensioenhervorming: "Om in aanmerking te komen moet je 30 jaar carrière hebben gemaakt en gedurende deze 30 jaar 20 x 250

dagen daadwerkelijk hebben gewerkt (onder contract) voor een voltijdse werknemer en 10 x 156 dagen voor een deeltijdse werknemer. Het pensioenbedrag wordt berekend in verhouding tot de gewerkte tijd. ¹³Vrouwen zouden door dit nieuwe systeem benadeeld kunnen worden, aangezien zij vaker wel dan niet degenen zijn die deeltijds moeten werken en verschillende vormen van verlof opnemen om voor hun gezin en naasten te zorgen" ;

- de herfinanciering van de socialprofitsector¹⁴, waartoe een groot aantal vrouwen behoort, in overeenstemming met de behoeften van de sector;
- de financiering van primaire preventiediensten en opvang- en ondersteuningsdiensten voor slachtoffers, met een bijzondere aandacht voor de toegankelijkheid ervan, vooral voor vrouwen met een handicap of vrouwen die geen Frans/Nederlands spreken;
- de afschaffing van het statuut van samenwonende, een statuut dat leidt tot een vermindering van de uitkeringen en dus een verlies van financiële autonomie voor vrouwen (en dus de moeilijkheid om een gewelddadige partner te verlaten);
- de herziening van de hervorming van tijdskredieten, "besparingen" die een directe impact hebben op vrouwen en hen benadelen;
- de oprichting van een universeel en automatisch fonds voor de betaling van alimentatie: "Vandaag krijgt in België één gezin op vijf dat recht heeft op alimentatie, die niet of niet regelmatig. ¹⁵Onbetaalde alimentatie is een gevaar voor onzekerheid, vooral voor eenoudergezinnen" ;
- specifieke aandacht voor vrouwen zonder papieren: zonder status overleven ze in extreme onzekerheid en als ze werken worden ze uitgebuit, slecht betaald en zijn ze slachtoffer van seksistisch en seksueel geweld dat ze niet aan de kaak kunnen stellen;
- verbeterde procedures in geval van niet-betaling van onderhoud en snelle interventie via SECAL.

C. Seksueel geweld tegen kinderen¹⁶

De bestrijding van seksueel geweld tegen kinderen krijgt niet genoeg prioriteit, , dit zowel in België als in Europa, ondanks de duidelijke urgentie van het probleem. Het aantal getroffen kinderen en de ernst van de gevolgen voor hun fysieke en mentale gezondheid en voor hun leven op lange termijn zijn aanzienlijk. Gezien de alarmerende statistieken over seksueel geweld tegen kinderen, vrouwelijke genitale verminking (VGV) en de verwoestende psychologische en fysieke gevolgen, is het

¹³ [RTBF. \(2023\). Réforme des pensions, les femmes ne sont plus les oubliées du système.](#)

¹⁴ *Ibid.*

¹⁵ [Claessens, E. et al. \(2024\). Vers un système universel et automatique des pensions alimentaires.](#)

¹⁶ Ben Jattou, M., Opika, F., Richard, F. (2024). *Prévenir et protéger. Vers une politique de prévention et d'identification précoce des violences sexuelles et des mutilations génitales féminines chez les enfants.* GAMS Belgique et Femmes de Droit, Bruxelles, 31 juillet 2024.

absoluut noodzakelijk dat we een uniform en effectief preventie- en ondersteuningsbeleid in België invoeren.

Wat betreft de vraag om seksueel geweld tegen kinderen en VGV samen te behandelen, zijn wij van mening dat het scheiden van deze kwesties contraproductief is. De gevolgen voor kinderen, zoals de impact op de urogenitale zone en op het gevoel van eigenwaarde, evenals posttraumatische stress, zijn zowel aanwezig bij kinderen die seksueel geweld ondergaan als kinderen die genitaal gemuteerd worden. Bovendien zijn kinderen in beide situaties onderworpen aan een zwijgplicht door de druk van loyaliteit aan hun familie, wat hun vermogen om hun stem te laten horen kan belemmeren als ze het misbruik melden.

Bovendien bestaat er in beide situaties dezelfde onderliggende mechanisme van dominantie, dat hoewel het zich op verschillende manieren manifesteert. Door alle vormen van seksueel geweld tegen kinderen samen te brengen, kunnen menselijke en financiële maatregelen efficiënter worden beheerd, waardoor onnodige versnippering wordt voorkomen. Het doel is om een gemeenschappelijke aanpak te bevorderen dat op nationaal niveau wordt gecoördineerd.

We vragen om:

- Een **nationaal actieplan (NAP)** uitvoeren om **seksueel geweld tegen kinderen te bestrijden / Interministeriële conferentie (CIM) om seksueel geweld tegen kinderen te bestrijden**. Seksueel geweld tegen kinderen heeft raakvlakken met een aantal bevoegdheidsdomeinen die gedeeld worden door de gefedereerde entiteiten en de federale regering. Hierdoor moeten alle betrokken bevoegdheden samengebracht worden om een nationaal plan ter bestrijding van seksueel geweld tegen kinderen op alle niveaus in België uit te voeren;
- **Sluit** het gebruik van **onwetenschappelijke theorieën**, zoals het oudervreemding syndroom, uit in alle jeugdbeschermings- en hulpverleningszaken. Informeer professionals over de oorsprong en gevaarlijkheid van dergelijke theorieën. **Train hen in wetenschappelijk onderbouwde theorieën**, zoals provictimistische theorieën;
- **Eén drietalige website** opzetten voor heel het land, met **alle tools en structuren** die nodig zijn om seksueel geweld tegen kinderen te voorkomen, te identificeren en aan te pakken. Dit kan door de CPVS-website aan te passen, dit het eerste contactpunt is voor slachtoffers van seksueel geweld;
- Systematiseer de opsporing in de **perinatale, pediatrie, school- en medische sector**. **Eén enkel** preventief medisch **dossier opzetten voor 0-tot 18-jarigen**, waarbij alle gegevens worden gecentraliseerd zonder onderbreking van informatie wanneer scholen en instellingen veranderen (en tussen de ONE en de PSE of K&G en het CLB) en **in het medisch dossier van het kind registreren** dat er VGV in het gezin voorkomen;

- Beveel **uitwendige genitale onderzoeken aan voor meisjes die het risico lopen besneden te worden op drie belangrijke momenten**: aankomst in België, vakanties in landen met een hoge prevalentie (voor en na de reis);
- Personeel **opleiden** over hoe **de eerste tekenen van seksueel geweld tegen kinderen te herkennen**, hoe jongeren die seksueel geweld onthullen **te ontvangen en te ondersteunen**, en hoe om te gaan met onthullingen van seksueel geweld tegen kinderen. Deze training is gericht op :
 - onderwijzend personeel,
 - leraren,
 - maatschappelijk werkers,
 - Personeel van PMS, PSE, CLB, inloopcentra, crèches, kinderopvangcentra (voor baby's en jongeren), AMO, SAJ, SPJ, scholen, huiswerkscholen, instellingen voor opvang van migranten (Fedasil, Vreemdelingenzaken, platforms, enz.), Kind en Gezin, Agentschap Opgroeien, SOS Kinderen, V.K., etc.,
 - justitieel personeel, in het bijzonder magistraten en kinderadvocaten,
 - Elke andere persoon die in contact komt met de kinderen;
- Breid **de 'Enfants CAPables'-aanpak** op basisscholen of andere benaderingen gericht op empowerment van kinderen en de volwassenen om hen heen (ouders, leerkrachten) uit naar het hele land.

D. Primaire preventie van gendergerelateerd geweld

Onze eisen op het gebied van primaire preventie van geweld zijn als volgt:

- **Investeer in een geïntegreerd en alomvattend beleid voor primaire preventie van gendergerelateerd geweld** op alle overheidsniveaus. Op dit moment richt het overheidsbeleid zich op bewustwordingscampagnes. Internationaal onderzoek heeft echter aangetoond dat deze campagnes niet bijdragen aan het verminderen van gendergerelateerd geweld. Hoewel ze nuttig zijn voor het bereiken van andere doelstellingen, is het **noodzakelijk dat de doelstelling van het aanzienlijk verminderen van geweld voordat het plaatsvindt centraal staat in het overheidsbeleid** en dat bewezen preventieprogramma's de voorkeur krijgen. Het is ook essentieel om de structurele ongelijkheden te verminderen die gendergerelateerd geweld veroorzaken en hele bevolkingsgroepen kwetsbaar maken. Investeren in primaire preventie betekent concrete actie ondernemen om te voorkomen dat geweld plaatsvindt. Het is de meest effectieve en goedkoopste manier.¹⁷Een Franse studie (Nectoux et al. 2010) schat dat één euro geïnvesteerd in het voorkomen van geweld tegen vrouwen en meisjes 87 euro bespaart, waarvan 32 euro aan directe overheidsuitgaven;

¹⁷ Nectoux M. (2006). Programme DAPHNE II – Année 2006. Estimation du coût des violences conjugales en Europe. Page 9.

- **Structurele financiering voor de non-profitsector om aan echte behoeften te voldoen.** Er moet een einde komen aan de concurrerende aanbestedingen voor vrouwenorganisaties. De afhankelijkheid van de non-profitsector van optionele subsidies en de chronische overbelasting van het werk om aan de behoeften ter plaatse te voldoen en de gaten te dichten die door de staat zijn achtergelaten heeft negatieve gevolgen voor zowel werknemers als de verschillende doelgroepen;
- **Het invoeren en systematiseren van een verplichte en regelmatige opleiding voor alle ambtenaren en personeel in de psycho-medisch-sociale, justitiële en educatieve sector.** Deze opleiding moet hen in staat stellen het continuüm van geweld tegen vrouwen, kinderen, seksuele en genderminderheden, de verwevenheid van verschillende onderdrukkingssystemen en de mechanismen van overheersing die aan het werk zijn, te begrijpen en op gepaste wijze te interveniëren. De cursussen moeten worden gegeven door erkende actoren uit het maatschappelijk middenveld, volgens kwaliteitscriteria die door het maatschappelijk middenveld zijn opgesteld. Het vorige intra-Franse plan voorzag in de oprichting van een specifiek opleidingscentrum, maar deze is er niet gekomen. Een dergelijk centrum moet ervoor zorgen dat de feministische kwaliteitsnormen voor de duur, de inhoud en de lesmethoden van de aangeboden opleidingen worden nageleefd. Het centrum moet een opleidingsprogramma dat alle betrokken beroepsgroepen en heel België bestrijkt en hen de kans geeft om de drie verschillende soorten preventie aan te leren;
- **De oprichting van een autonoom feministisch expertisecentrum over geweld tegen vrouwen en meisjes** dat analyses en gegevens produceert om alle politieke beslissingen te informeren over hun impact op het voorkomen (of verergeren) van geweld om nadien de genomen maatregelen te evalueren. Er moet rekening worden gehouden met het advies van dit expertisecentrum.

E. Naleving door België van Europese verdragen en internationale solidariteit

Onze eisen met betrekking tot de noodzaak van internationale solidariteit zijn als volgt:

- **De verbintenissen en jurisprudentie die op Europees niveau zijn aangegaan om geweld tegen vrouwen, kinderen, gender- en seksuele minderheden te bestrijden, omzetten in Belgisch recht en praktijk.** Of we het nu hebben over de Conventie van Istanbul, de Internationale Conventie over de Rechten van het Kind of de recente Europese Richtlijn over de bestrijding van geweld tegen vrouwen en huiselijk geweld, België komt nog niet al zijn engagementen en verplichtingen na. Vrouwenorganisaties hebben

specifieke eisen geformuleerd voor de implementatie van deze verbintenissen door de overheid, zoals een alternatief rapport voor de Conventie van Istanbul. **Belgische regeringen moeten samenwerken met vrouwenorganisaties om ervoor te zorgen dat het overheidsbeleid in de juiste richting evolueert;**

- **Het aannemen van een intersectioneel perspectief voor alle politieke maatregelen en maatregelen gericht op internationale solidariteit.** Ter herinnering: **de Conventie van Istanbul, geratificeerd door België, voorziet in de bescherming van migranten, asielzoekers, gevluchte vrouwen en kinderen die het slachtoffer zijn van gendergerelateerd geweld.** Het is van vitaal belang dat ze het geweld aan de kaak kunnen stellen en dat ze steun en bescherming krijgen zonder angst voor deportatie:
 - Vrouwen op het snijvlak van meervoudige onderdrukkingen worden in het bijzonder getroffen door gendergerelateerd geweld: vrouwen van kleur, migranten zonder papieren, vrouwen met een handicap, trans-, lesbische en biseksuele vrouwen, alleenstaande moeders en/of vrouwen die buiten de heteronormatieve normen staan. **Beleid moet rekening houden met de specifieke impact van elke maatregel op deze kwetsbare groepen en diensten opzetten die voor hen toegankelijk zijn.** We weten ook dat vrouwen, meisjes en gender- en seksuele minderheden de eerste slachtoffers zijn van seksueel geweld in oorlogssituaties, waarbij verkrachting als wapen wordt gebruikt. **Het is essentieel dat België een beleid aanneemt dat de deelname van vrouwen, meisjes en seksuele en genderminderheden, aan vredesprocessen versterkt. Tegelijkertijd moet België gendergerelateerd geweld erkennen als een legitieme reden voor een asielaanvraag en adequaat reageren op de gevolgen van het geweld dat vluchtelingen hebben ondergaan.** Hetzelfde geldt wanneer een vrouw op de vlucht is voor een echtgenoot of familie die haar leven in gevaar brengt en veiligheid zoekt in België. Gendergerelateerd en seksueel geweld bestrijden kan alleen in het kader van internationale solidariteit,
 - Vrouwen zonder papieren worden geconfronteerd met meerdere vormen van discriminatie (racisme, economische uitbuiting, seksistisch en seksueel geweld) die ze niet kunnen aanklagen. **Regularisatie is een concrete maatregel om gendergerelateerd geweld aan te pakken,**
 - Bovendien **vragen we België om alle beschikbare diplomatieke middelen aan te wenden om ervoor te zorgen dat de internationale organisaties waarvan België lid is, eveneens beleid ter preventie van gendergerelateerd geweld ontwikkelen en promoten net zoals wij op nationaal niveau vragen, in samenwerking met de internationale**

feministische civiele maatschappij en de andere lidstaten van deze organisaties.

F. Geweld tegen vrouwen met een handicap

Vrouwen en genderminderheden met een handicap worden geconfronteerd met gendergerelateerd geweld in alarmerende mate, meestal vaker dan personen zonder handicap. Dit geweld kan specifieke vormen aannemen, zoals het onthouden van zorg of essentieel materiaal, evenals uitbuiting door naasten of professionals. Aan dit gendergerelateerd geweld worden ook validistische vormen van geweld toegevoegd, wat hun kwetsbaarheid en de obstakels waarmee zij worden geconfronteerd, nog verder versterkt.

Deze obstakels zijn talrijk: fysieke en communicatieve toegankelijkheid van hulpdiensten, stigmatisering, een gebrek aan opleiding van professionals, of de angst om hun autonomie te verliezen als zij misbruik door zorgverleners of (ex-)partners melden.

Hoewel België in 2009 het Verdrag inzake de rechten van personen met een handicap heeft geratificeerd, dat garandeert dat de nodige maatregelen worden genomen om hen te verzekeren van volledige ontplooiing, bevordering en autonomie, evenals het recht om zonder geweld te leven (art. 16), streven we nog steeds niet naar werkelijke toegankelijkheid of de volledige bescherming die hun zou moeten worden gegarandeerd. Tijdens de periodieke controle van België door de VN-experts op 22 augustus 2024 werd opnieuw benadrukt dat artikel 6, betreffende vrouwen en meisjes met een handicap, gerespecteerd moet worden.

In België zijn er nog steeds geen concrete strategieën om gendergerelateerd geweld tegen vrouwen met een handicap op een globale en effectieve manier te bestrijden. Het is duidelijk geen politieke prioriteit.

De Beleidsverklaring 2024-2029 van de Federatie Wallonië-Brussel voorziet zeer weinig maatregelen op het gebied van handicap, die onvoldoende zijn. Bovendien wordt er geen melding gemaakt van de verplichtingen die België is aangegaan in verband met het Verdrag inzake de rechten van personen met een handicap. Dit geldt ook voor de Beleidsverklaring van de Waalse Regering. Er werden echter in september 2024 aanbevelingen gepubliceerd!

Onze eisen:

- **Universele toegankelijkheid van hulpdiensten**

Wij eisen dat alle hulp- en ondersteuningsdiensten volledig toegankelijk worden gemaakt, zowel fysiek (gebouwen, vervoer) als communicatief (vertalingen in gebarentaal, aangepaste formaten voor mensen met een visuele of cognitieve

beperking, enz.). Dit omvat onder meer de verbetering van de 112-applicatie voor dove vrouwen, die momenteel slecht functioneert, evenals de oprichting van een sms-dienst en gespecialiseerde chats voor huiselijk geweld of de politie. Daarnaast vragen we dat preventiecampagnes rond geweld systematisch in toegankelijke formaten worden aangeboden (bv. gebarentaal).

- **Gespecialiseerde opleidingen**

Wij vragen dat professionals in de medische, sociale, juridische en politiezector worden opgeleid om gevallen van geweld tegen vrouwen met een handicap te herkennen en aan te pakken.

- **Ondersteuning en empowerment van slachtoffers**

Wij eisen de invoering van specifieke mechanismen om de autonomie van slachtoffers van geweld met een handicap te waarborgen, onder meer door hen alternatieve oplossingen voor zorg of huisvesting te bieden.

Bovendien vragen we om de opvang van vrouwen met een handicap die slachtoffer zijn van seksueel geweld in de Zorgcentra na Seksueel Geweld (ZSG) te verbeteren. Dit geldt ook voor andere kwetsbare groepen, zoals personen in migratiesituaties (inclusief vrouwen zonder verblijfsvergunning) en LGBTQIA-personen.

- **Preventie**

Wij vragen de lancering van sensibiliseringscampagnes om validistische en seksistische stereotypen te doorbreken en initiatieven die de autonomie en rechten van vrouwen met een handicap versterken, te ondersteunen. Daarnaast vragen we om toegang tot primaire preventie van gendergerelateerd geweld te waarborgen voor vrouwen met een handicap.

- **Strijd tegen gedwongen anticonceptie en sterilisatie**

We vragen om de illegale, maar nog steeds bestaande, praktijk van gedwongen sterilisaties in instellingen te beëindigen, die gericht is op het voorkomen van ongewenste zwangerschappen en het geruststellen van families. Deze praktijk, door Cinzia Agoni van GAMP als "paspoort voor verkrachting"¹⁸ omschreven, vormt een ernstige schending van de mensenrechten.

G. Racistisch geweld

Geracialiseerde vrouwen en genderminderheden zijn des te kwetsbaarder voor gendergerelateerd geweld, aangezien zij al racistische geweld ervaren.

Racistische stereotypen stellen hen bloot aan meer geweld, vooral seksueel geweld (objectivering van hun lichamen, banalisering van seksueel geweld tegen hen door racistische mythes over hun seksualiteit)¹⁹, en bemoeilijken hun rechtsgang of toegang tot gezondheidszorg. Er wordt bijvoorbeeld gesproken over het

¹⁸ [BX1. \(2022\). Handicap : la question de la stérilisation et des agressions sexuelles revient à l'ordre du jour.](#)

¹⁹ [Amnesty International. \(2020\). Déconstruire les mythes et stéréotypes sur le viol.](#)

'Middellandse Zee-syndroom' om de racistische vooroordelen te beschrijven die ertoe leiden dat zorgverleners mensen van geracialiseerde minderheden, vooral vrouwen, minder serieus nemen, door te denken dat ze hun symptomen en pijn overdrijven.

Bovendien hebben racistische stereotypen invloed op hun mogelijkheden om zich te verdedigen tegen seksistische aanvallen, aangezien ze als agressiever worden beschouwd dan witte vrouwen.

We maken ons zorgen over het feit dat de verklaringen van regionaal en communautair beleid slechts weinig concrete acties bevatten om effectief tegen racisme te strijden.

Nog zorgwekkender is dat sommige maatregelen de situatie van geracialiseerde vrouwen, op het snijvlak van racisme en seksisme, volledig negeren. Deze maatregelen kunnen zelfs discriminatie tegen hen versterken. We denken daarbij bijvoorbeeld aan het verbod op levensbeschouwelijke tekens door leerkrachten in het verplicht onderwijs van het officiële netwerk, besloten door de regering van de Franse Gemeenschap. Een dergelijk verbod stelt vrouwen van geracialiseerde minderheden bloot aan economische geweld (door hun beroepskansen te beperken) en bijgevolg aan meer seksistisch en seksueel geweld.

Onze eisen:

- De omzetting van de [Europese richtlijn](#) betreffende de normen die van toepassing zijn op gelijkebehandelingsinstanties op het gebied van gelijke behandeling van personen zonder onderscheid van ras of etnische herkomst, gelijke behandeling van personen op het gebied van werk en tewerkstelling zonder onderscheid van religie of overtuiging, handicap, leeftijd of seksuele geaardheid en gelijke behandeling van vrouwen en mannen op het gebied van sociale zekerheid, evenals in de toegang tot goederen en diensten en de levering van goederen en diensten;
- Het invoeren van verplichte en regelmatige trainingen voor alle overheidsambtenaren, personeel in de psycho-medisch-sociale sectoren, de rechterlijke macht en het onderwijs. Deze trainingen moeten het racisme als een systeem van onderdrukking uitleggen en hoe het zich verweeft met andere systemen (validisme, heterocispatriarchaat, klassisme, seksisme) en hoe men adequaat kan ingrijpen. Deze trainingen moeten worden gegeven door erkende acteurs uit de burgermaatschappij en volgens door hen vastgestelde kwaliteitscriteria;
- Het regulariseren van mensen zonder papieren. Vrouwen die internationale bescherming aanvragen, zijn de eerste slachtoffers van gewapende conflicten. Sommige vormen van geweld zijn specifiek voor hen, zoals gedwongen huwelijken, gedwongen sterilisaties of abortussen, vrouwelijke

genitale verminkingen of verkrachting. Vrouwen die geweld hebben meegemaakt in hun land van herkomst, worden vaak opnieuw slachtoffer tijdens hun migratieproces en na hun aankomst in België. Deze keten van geweld versterkt hun kwetsbaarheid en behoefte aan bescherming. Migrerende vrouwen bevinden zich vaak in sociaal-economisch kwetsbare situaties, wat hen dwingt om te werken, vaak in zogenaamde zorgberoepen. Migrantwerksters zonder papieren zijn des te kwetsbaarder omdat hun werk vaak hun enige bron van inkomen is, wat hen in een situatie van financiële afhankelijkheid plaatst, wat het moeilijk maakt om misbruik te melden. Daarom eisen wij ook:

- de uitvoering van de Europese richtlijnen “Sancties” en “Slachtoffers”, die de bescherming van klagers tegen hun abusieve werkgevers garanderen,
- de aanpassing van het systeem voor het verstrekken van de unieke vergunning voor toegang tot legale en waardige werkgelegenheid voor migrantenwerkers zonder papieren in de Brusselse regio, met name door de lijst van tekorten aan beroepen uit te breiden en meer rekening te houden met de beroepen die door vrouwen worden uitgeoefend,
- toegang tot beroepsopleiding in sectoren met tekorten en kritische en essentiële functies voor werkers zonder papieren;
- Effectieve begeleiding voor vrouwen die slachtoffer zijn van geweld in een kwetsbare situatie, in een intersectionele benadering. Voor hen moeten de middelen gecentraliseerd en georganiseerd worden, en moet een netwerk van samenwerkingsverbanden tussen organisaties worden ondersteund door de overheid;
- Het aannemen van een intersectionele benadering in alle politieke maatregelen en die gericht zijn op internationale solidariteit. Ter herinnering, het Verdrag van Istanbul, dat door België is geratificeerd, voorziet in de bescherming van vrouwen, migranten, asielzoekers of vluchtelingen die slachtoffer zijn van gendergerelateerd geweld, evenals kinderen. Het is essentieel dat zij de geweldsmisdrijven die zij ondergaan kunnen melden en ondersteuning en bescherming kunnen ontvangen zonder de angst om uitgezet te worden.

H. Online geweld

Het internet, de ‘sociale’ media en ICT-ontwikkelingen zoals artificiële intelligentie (AI) zorgen er niet alleen voor dat gendergebonden ongelijkheid, intimidatie en geweld en van controle van het gedrag van vrouwen en meisjes een virtueel verlengstuk kregen. Ze hebben ook bijkomende nieuwe vormen gecreëerd die hun mensenrechten schenden.

Seksisme en misogynie hebben een nieuwe uitlaatklep gevonden in de virtuele wereld, waar vrouwen vaker dan mannen het doelwit zijn van haatspraak en online

geweld. De frequentie ligt alarmerend hoog. 85% van alle vrouwen wereldwijd heeft er mee te maken. Tegelijk zijn intersectionele factoren zoals leeftijd, kleur, validiteit, klasse, inkomen, cultuur, religie, seksuele voorkeur, genderidentiteit, genderexpressie en/of behoren tot een bepaalde sociale groep een bijkomende uitlokkende factor voor de daders. Dit heeft niet alleen ernstige gevolgen voor hun fysieke en mentale gezondheid, maar ondergraaft ook hun democratische rechten omdat hen zo de mond gesnoerd wordt.

Grensoverschrijdende coalities voor aanvallen en verzet tegen gelijke rechten en vrijheden van vrouwen hebben geleid tot een enorme schaalvergroting van geweld op vrouwen die een rol in de publieke ruimte opnemen, zowel online als offline. Dit houdt een bedreiging in voor de participatie van vrouwen aan het openbare leven én voor het democratisch functioneren van de samenleving zelf.

De strijd tegen online gendergerelateerd geweld vereist daarom inspanningen van zowel beleidsmakers als technologiebedrijven en de samenleving als geheel.

Concreet vragen we aan de Belgische overheden:

De omzetting en opvolging internationale regelgeving

- De recente Richtlijn [\(EU\)2024/1385](#) ter bestrijding van geweld tegen vrouwen en huiselijk geweld (14 mei 2024) onder meer artikel 6 Cyberstalking, artikel 7 Cyberintimidatie, artikel 8 Online aanzetten tot geweld of haat;
- De (verdere) uitvoering van de maatregelen cybergeweld die in het Nationaal Actieplan Gendergerelateerd geweld (2021-2025) staan, dat gebaseerd is op het Verdrag van Istanbul;
- EU Digital Service Act.

Een aanpak op nationaal én internationaal niveau

De verdere uitwerking van een doeltreffend Europees en nationaal beleids- en rechtskader moet hoog op de politieke agenda staan:

- De aanvaarding van een geharmoniseerde definitie, die alle vormen van 'cybergeweld' omvat en waarin een intersectioneel genderperspectief opgenomen is en erkenning gegeven wordt aan de meervoudige impact van dit geweld op vrouwen;
- Investerings in de registratie van vergelijkbare statistieken en gemeenschappelijke genderbewuste indicatoren vanuit intersectioneel perspectief die toelaten de meest voorkomende en specifieke vormen van gendergerelateerd cybergeweld en de meervoudige impact van dit geweld (sociaal, psychologisch, economisch, politiek) te monitoren op politieel en justitieel niveau;
- Regelmatig kwantitatief en kwalitatief onderzoek naar gendergerelateerd cybergeweld, met naast algemeen onderzoek, ook specifiek onderzoek zoals bijvoorbeeld naar cybergeweld tegen politica en vrouwen die een rol in het publieke domein en publieke debat opnemen;

- Een gecoördineerde en multidisciplinaire aanpak om cybergeweld te bestrijden, vastgelegd in een specifiek nationaal actieplan gendergerelateerd cybergeweld en/of geïntegreerd in bestaande plannen, rekening houdend met internationale regelgeving.
- e-veiligheid uitdrukkelijk opnemen in het mandaat van bestaande instellingen voor gendergelijkheid en mensenrechten met als opdracht: de veiligheid, fundamentele rechten en vrijheden op alle domeinen waarborgen; praktijken die polarisering, extremisme en geweld promoten, waaronder seksisme, beperkende genderstereotypering en misogynie, aanpakken en bannen; ontwikkelen en promoten van richtlijnen, vormingen en campagnes om het bewustzijn over seksisme en andere vormen van gendergerelateerd geweld te vergroten; bijdragen aan de monitoring, analyse en beleidsevaluatie van het gendergerelateerd cybergeweld;
- Bestaande wetgeving blijven evalueren en aanpassen. Zo is er op dit moment nood aan specifieke definitie voor deepnudes, sextortion, doxing en grooming ten aanzien van volwassenen.

Overleg met stakeholders

De overheden moeten in overleg met relevante stakeholders, waaronder departementen, instellingen voor gendergelijkheid en mensenrechten, vrouwen- en mensenrechtenorganisaties, een doeltreffend beleid aannemen om gendergerelateerd cybergeweld te bannen.

Informatie en toegankelijke mechanismen voor slachtoffers

- Ervoor zorgen dat via diverse kanalen voor iedereen toegankelijke informatie beschikbaar is over de meldings- en hulpverleningsmechanismen en over procedures, bijvoorbeeld via publicatie op meerdere websites, radiospots, tools, affichage, enz.;
- Verzekeren dat slachtoffers van cybergeweld vlot toegang hebben tot veilige en inclusief toegankelijke mechanismen om dit geweld te rapporteren en te stoppen.

Ondersteuning van slachtoffers

- Meerderjarige slachtoffers van gendergerelateerd cybergeweld kunnen sinds 2020 terecht bij het Instituut voor de Gelijkheid van Vrouwen en Mannen voor juridische bijstand en hulp bij het verwijderen van de beelden. Minderjarigen moeten aankloppen bij Child Focus. In het kader van de omzetting van de Europese Digital Service Act is het IGVM één van de 'trusted flaggers';
- Slachtoffers moeten vlot hun weg kunnen vinden tot confidentiële diensten die hen praktisch, juridisch en psychologisch kunnen bijstaan, met inbegrip van 24u/24u beschikbare digitale en telefonische hulplijnen. Daarom moet de rol van het IGVM in de bijstand aan slachtoffers versterkt worden.

Preventie en vorming

Nog meer inzetten op het uitbannen van vooroordelen, ideologische opvattingen, gewoonten en andere discriminerende praktijken die uitgaan van de idee van minderwaardigheid van vrouwen en/of van beperkende stereotyperingen over vrouwen en mannen, via:

- Investeren in de capaciteitsontwikkeling en deskundigheidsbevordering van alle betrokken diensten (personeel, knowhow, financiële en technische middelen) en dit in samenwerking met relevante stakeholders waaronder feministische organisaties;
- Jongeren blijven bewust maken van de impact van online geweld en hen aanbrengen hoe ze online respectvol en ethisch kunnen handelen. Onder meer via mensenrechteneducatie in het onderwijs, lespakketten en vormingen over mediawijsheid, digitale geletterdheid en online veiligheid, weerbaarheidstrainingen...

Aanpak haatspraak

- Artikel 150 van de Grondwet wijzigen zodat geschreven en online seksistische boodschappen (die onder het toepassingsgebied van de seksismewet van 2014 vallen) voortaan niet meer onder Assisen vallen. In de praktijk worden deze misdrijven bijna nooit voor het Hof van Assisen gebracht en is er de facto sprake van straffeloosheid. De bedoeling is dat deze misdrijven dan voor de correctionele rechter komen;
- (Specifieke) wetgeving aannemen en een passend en ondersteunend beleid ontwikkelen dat ICT bedrijven, intermediairen en digitale mediaplatformen ter verantwoording roept voor de producten en diensten die ze op de markt brengen, beheren of ter beschikking stellen van derden, met name voor de toxische inhoud die ze 'hosten' en die door hun algoritmes en zakenmodel gepusht worden, conform de Digital Services Act (DSA) and the Digital Market Act (DMA) van de EU;
- Investeren in daderbegeleiding/programma's, ook om hun bewustzijn over gendergerelateerd cybergeweld te vergroten en recidive tegen te gaan.

1. Gynaecologisch en obstetrisch geweld

Gynaecologisch en obstetrisch geweld wordt het afgelopen decennium in ons land steeds vaker aan de kaak gesteld. Sinds 2014 verschijnen getuigenissen hierover in toenemende mate op sociale netwerken en bij feministische organisaties.

Gynaecologisch en obstetrisch geweld is breed en het is moeilijk de contouren ervan te bepalen: het betreft een grensoverschrijdend fenomeen in de gynaecologische en reproductieve zorg, met inbegrip van verschillende domeinen waaronder de behandeling van pijnlijke maandstonden, endometriose, contraceptie, abortus, gynaecologische aandoeningen, seksuele gezondheidszorgen, bevalling en perinatale zorg, vruchtbaarheidsbehandelingen, enz.

Experten geven aan dat, omwille van de grootschaligheid en het gebrek aan bewustzijn over deze problematiek, gynaecologisch en obstetrisch geweld zich systemisch en institutioneel voordoet.

Het is niet bekend hoe vaak gynaecologisch en obstetrisch geweld in België voorkomt en de definitie ervan is niet unaniem gevalideerd. De eerste studie uitgevoerd in België over gynaecologisch en obstetrisch geweld door het 'Plateforme Citoyenne pour une Naissance Respectée' schat dat 40% van de vrouwen gynaecologisch en obstetrisch geweld tijdens de bevalling ondervinden.

De gevolgen van deze vorm van geweld zijn bovendien ook onvoldoende bekend. Deze kunnen onder meer van psychologische, sociale en fysieke aard zijn. Vooral mensen uit kwetsbare doelgroepen worden erdoor getroffen (Bron: Senaat Informatieverslag over lichamelijke zelfbeschikking en het tegengaan van obstetrisch geweld, 2024).

Onze aanbevelingen:

- **Een gemeenschappelijk gedragen en gevalideerde definitie**

Werken aan de identificatie, definitie en benoeming van gynaecologisch en obstetrisch geweld en streven naar een goed begrip van het fenomeen, de indeling en de definitie van de verschillende vormen van gynaecologisch en obstetrisch geweld aanmoedigen, met name door overheidsinstanties, de academische wereld, met inbegrip van de humane wetenschappen, de gezondheidssector en het maatschappelijk middenveld.

- **Erkennen als een gendergerelateerde vorm van geweld**

Institutioneel en individueel gynaecologisch en obstetrisch geweld systematisch opnemen onder de vormen van gendergerelateerd geweld.

- **Statistieken en genderindicatoren**

De jaarlijkse nationale publicatie over statistieken met betrekking tot gendergerelateerd geweld moet ook gegevens bevatten over obstetrisch en gynaecologisch geweld om een goede database te hebben voor het maken van passend beleid.

Kijk bij de volgende nationale gezondheidsenquête beter naar obstetrisch en gynaecologisch geweld als een vorm van gendergerelateerd geweld, door specifieke vragen over obstetrisch en gynaecologisch geweld op te nemen in de enquêtevragenlijsten. De verkregen gegevens moeten op transparante wijze worden gepubliceerd

- **Opleiding medische professionals, politie en justitie**

Er is zeer weinig training voor zorgverleners over gynaecologisch en obstetrisch geweld, vanuit het oogpunt van de rechten van de patiënt. Opleidingen aan dokters, gynaecologen en vroedvrouwen, gebeuren door onder andere vzw Zijn en Gams België regelmatig maar structurele inbedding in opleidingen blijft uit. In 2023 organiseerde het 'Plateforme Citoyenne pour une Naissance Respectée' de eerste multidisciplinaire opleiding over dit onderwerp in België voor 40 professionals, maar er moet nog veel meer worden gedaan.

Institutioneel en individueel gynaecologisch en obstetrisch geweld moet systematisch opgenomen worden onder de vormen van gendergerelateerd geweld waarvoor de opleiding van gezondheidswerkers moet worden verbeterd. Zorgverleners moeten de hulpmiddelen krijgen om handelingen of situaties te begrijpen en te identificeren die door patiënten als geweld in de context van perinatale zorg kunnen worden ervaren, en om hulpmiddelen te bieden om dergelijke situaties te voorkomen of om actie te ondernemen wanneer dergelijke situaties zich voordoen.

Ook zorghulpverleners, politie en justitie moeten in hun opleidingen een module krijgen over gynaecologisch en obstetrisch geweld als vorm van gendergerelateerd geweld.

- **Opzetten van een observatorium obstetrisch en gynaecologisch geweld**

Een federaal observatorium voor obstetrisch en gynaecologisch geweld oprichten dat zal gegevens over obstetrisch en gynaecologisch geweld in België verzamelen en centraliseren. Het moet slachtoffers opvangen en hen doorverwijzen naar specifieke ad-hoc diensten. Bovendien moet het bestaande spelers die al actie ondernemen tegen obstetrisch en gynaecologisch geweld – omdat ze weerstand hebben tegen het begrip geweld, hoewel het door internationale instanties als dusdanig wordt erkend - identificeren en in een netwerk opnemen.

- **De functie van “referentiepersoon” voor gendergerelateerd geweld binnen elk ziekenhuis**

Deze persoon moet gespecialiseerd zijn in alle soorten geweld, inclusief obstetrisch en gynaecologisch geweld, dat vaak voorkomt in het ziekenhuis zelf. Patiënten/slachtoffers moeten een beroep kunnen doen op het klachtenmechanisme van het ziekenhuis en over de nodige info beschikken.

- **Posttraumatische begeleiding**

Obstetrisch en gynaecologisch geweld opnemen bij de vormen van geweld waarvoor posttraumatische begeleiding wordt gegeven.

J. Seksuele en reproductieve gezondheid

Zoals we onlangs hebben gezien met de herroeping van Roe v. Wade in de Verenigde Staten en de beperkingen op het recht op abortus in Polen, blijft dit recht overal ter wereld erg kwetsbaar. Ook in België moeten we waakzaam blijven voor deze aanvallen. Om het recht op abortus (vrijwillige zwangerschapsonderbreking) te vrijwaren, roept het Mirabal Platform op tot :

- Erken abortus (vrijwillige zwangerschapsonderbreking) als een echt volksgezondheidsprobleem door een nieuwe wet onder medisch recht aan te nemen;
- De maximale wachttijd voor abortus verlengen van 12 naar ten minste 18 weken zwangerschap;
- De eis schrappen om een bedenktijd van 6 dagen aan te houden om de toegang tot abortus te vergemakkelijken;

- Herclassificeer het misdrijf van het hinderen van abortus als een strafbaar feit voor alle verkeerde informatie over abortus, ook op het internet en sociale netwerken;
- Via openbare en institutionele kanalen volledige, accurate en neutrale informatie verstrekken over het recht op en de toegang tot abortus, in het bijzonder door passende verwijzingen op officiële websites en het verstrekken van contactgegevens van alle erkende abortusfaciliteiten;
- Neem abortustechnieken op in de curricula van medische opleidingen.

Afgelopen juni zou de Eerste Kamer stemmen over het informatierapport over gynaecologisch en verloskundig geweld (VGO), dat tal van aanbevelingen bevat. De stemming werd echter uitgesteld en de aanbevelingen werden niet aangenomen. België is echter geen uitzondering op het vlak van GBV. Om dit tegen te gaan roept het Mirabal Platform op tot :

- Een gastvrije en geruststellende overlegomgeving bieden die aanzet tot luisteren, empathie en zorgzaamheid. De instelling moet het mogelijk maken dat iedereen wordt verwelkomd en verzorgd zonder discriminatie op basis van geslacht, racisme, LGBTQIA+, validisme of klasse;
- Vermijd ongerechtvaardigde medische ingrepen (vaginale touch-ups, systematische uitstrijkjes, etc.) en vraag systematisch om toestemming voordat je een medische ingreep uitvoert;
- Respecteer de privacy van de persoon zoveel mogelijk door bijvoorbeeld een scherm aan te bieden om zich uit te kleden, de persoon niet te vragen zich volledig uit te kleden, een laken aan te bieden om zich te bedekken, enz;
- Gebruik niet-oordelend en niet-categoriserend taalgebruik. Dit gebeurt bijvoorbeeld door neutrale termen te gebruiken ("partner" in plaats van "metgezel", wat de facto heteroseksualiteit veronderstelt);
- Verpleegkundig personeel trainen in deze best practices;
- Gegarandeerde toegang tot abortus voor iedereen die het nodig heeft. Dringende medische hulp moet gegarandeerd worden aan alle vrouwen zonder papieren, zonder repercussies voor hun aanwezigheid in België.

K. Geweld tegen LGBTQIA+ mensen

LGBTQIA+ mensen ervaren veel geweld in hun leven: administratief, huiselijk, seksueel, fysiek en psychisch geweld, afwijzing, pesterijen, beledigingen enzovoort. Dit is een groot obstakel voor hun emancipatie en zelfontplooiing, maar ook voor de erkenning van hun realiteit en behoeften.

Dit geweld wordt verergerd voor mensen op het kruispunt van verschillende andere onderdrukkingen, waaronder seksisme, validationisme en racisme.

Om LGBTQIA-foob geweld te bestrijden, beweert het Mirabal Platform :

- Geef deze groepen sociale en administratieve erkenning;

- De medische beroepsgroep voorlichten over discriminatie en de specifieke behoeften die samenhangen met genderidentiteit en seksuele geaardheid, om optimale zorg te garanderen (transitie, screening, gynaecologische zorg, etc.);
- De toegankelijkheid, vergoeding en toegang tot duidelijke en betrouwbare informatie over seksuele en reproductieve gezondheid verbeteren voor mensen die behoren tot de LGBTQIA+-gemeenschap;
- Stigmatisering en de-gendering van de gezondheidszorg en de vergoeding ervan om deze toegankelijk te maken voor transpersonen.